

**Avis du Conseil du bien-être des animaux (08/02/2011)**  
*concernant les mesures d'intégration du chien dans la société*

A la demande du ministre, le Conseil s'est penché sur la problématique des chiens dits dangereux. Le Conseil souligne l'importance de se focaliser sur la responsabilisation des détenteurs de chiens et sur la qualité des chiens qui sont proposés par les fournisseurs (éleveur-commerçant, éleveur, éleveur occasionnel, refuge).

Le Conseil constate que plusieurs mesures du plan de prévention des morsures canines de 2004 ont déjà été imposées aux fournisseurs de chiens (éleveurs et refuges) mais estime que complémentirement, 1) le personnel affecté aux soins des animaux de compagnie dans ces établissements devrait suivre une formation, et 2) le contenu de la fiche d'adoption en refuge devrait être revue pour permettre une description du caractère général du chien et pas seulement celle de son agressivité éventuelle. En outre, le Conseil recommande à l'administration de mettre en place les modalités d'agrément pour les éleveurs occasionnels car ils sont responsables de la mise sur le marché d'un chien sur deux.

Le Conseil formule de nouvelles recommandations en vue d'une meilleure intégration du chien dans la société, sachant que toute personne ayant la responsabilité d'un chien devrait veiller à l'empêcher de mordre, de menacer, de poursuivre des personnes ou d'attaquer d'autres animaux.

C'est pourquoi, avant l'acquisition d'un chien, toute personne devrait suivre une formation. Ce cours devrait au minimum l'informer sur les besoins que requiert un chien, sur la façon de le traiter correctement (santé, logement, alimentation...) et sur l'investissement représenté, en temps et en argent. Le programme de la formation devrait être fixé par un service public.

Toute personne possédant un chien devrait l'éduquer via la fréquentation d'un club canin. Le Conseil du Bien-être animal recommande au ministre d'établir le cahier des charges de l'agrément des clubs canins.

Enfin, il est primordial d'inciter les communes à prévoir des espaces où les chiens peuvent être laissés en liberté, sous la surveillance de leur responsable.

En cas d'un incident avec un chien sur la voie publique, il est de la responsabilité du maître du chien de trouver de l'aide professionnelle pour éviter les récidives et d'en apporter la preuve.

Ainsi, bien que le port d'une muselière et la tenue en laisse soient une solution immédiate de sécurité dans certains cas d'incidents sur la voie publique (mesures prises par certaines communes), il incombe au professionnel qui effectue l'analyse des risques de proposer des mesures spécifiques adaptées aux cas.

Par ailleurs, parfois un trop grand nombre de chiens sont détenus par surface habitable ou certains chiens sont détenus par des individus ayant un comportement social inacceptable. Ces chiens doivent être considérés comme des animaux dont le bien-être peut être compromis. Les médecins, assistants sociaux, services communaux et vétérinaires, qui ont connaissance de ce type de problématique devraient y être sensibilisés et être à même de conseiller les responsables des chiens ou de les orienter vers des personnes compétentes.